



- Pas de surprise aux élections du Congrès américain
- La Suisse, un îlot de croissance
- Gros plan: les sanctions contre l'Iran affectent aussi les entreprises suisses

| Date | Heure | Pays | Événement / Indicateur | | Val. préc. | Cons. | Commentaire |
|--------|-------|------|------------------------------|------|------------|-------|--|
| 13.11. | 11:00 | DE | Indice du moral ZEW | Nov. | -24,7 | -12,0 | Se stabilise à un faible niveau |
| 14.11. | 03:00 | CN | Production industrielle, yoy | Oct. | 5,8% | 5,7% | Mesures du gouvernement encore invisibles |
| 14.11. | 08:00 | DE | Produit intérieur brut, qoq | T3 | 0,5% | -- | Freinage total de la locomotive économique |
| 15.11. | 14:30 | US | Ventes au détail, mom | Oct. | 0,1% | 0,6% | Les consommateurs, pilier de la croissance |
| 16.11. | 15:15 | US | Production industrielle, mom | Oct. | 0,3% | 0,2% | Guerre commerciale (toujours) sans trace |

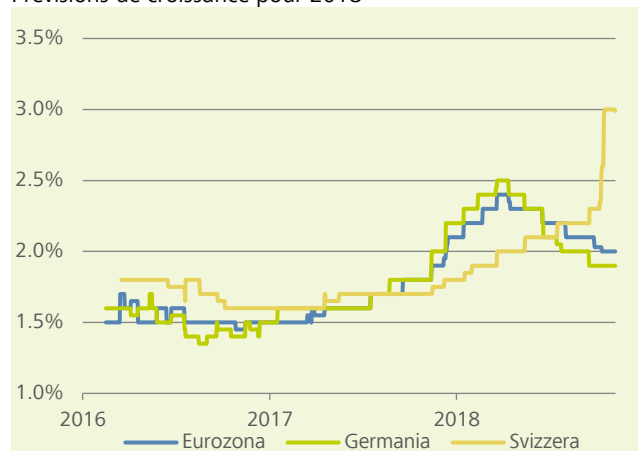
«A Big Win» – c'était un énorme succès aux yeux de Trump. Le résultat des élections à mi-parcours aux USA n'a surpris personne pour une fois: c'était l'option la plus probable de toutes et correspondait aux prévisions consensuelles. Les démocrates ont pu reprendre la majorité à la Chambre des représentants et gagner plus de 30 sièges, tandis que les républicains continuent d'être maîtres au Sénat. Les investisseurs ont, en tout cas, été les gagnants de l'élection après le premier jour: le S&P 500 a gagné plus de 2% mercredi, poursuivant ainsi sa reprise après la crise d'octobre. L'USD a d'abord perdu de la valeur, mais ensuite compensé une partie de ses pertes. Le marché des taux a, quant à lui, réagi assez modérément.

Comment interpréter le résultat de l'élection? On peut faire des déclarations claires, au moins pour les marchés des actions: après les élections de mi-mandat depuis 1950, la Bourse a réagi en tout huit fois de plus de +1% et six mois plus tard, les actions US étaient toujours nettement plus élevées, en moyenne de 8%. Mais même si une telle euphorie faisait défaut au début, le large marché des actions restait haussier à moyen terme. D'un point de vue saisonnier, les six mois après les «midterms» constituent historiquement en termes de performances la meilleure période du cycle présidentiel US quadriennal. Mais d'un point de vue politique, le congrès «divisé» laisse entrevoir peu de mouvements. Ni des réductions d'impôts supplémentaires, ni un vaste programme d'infrastructure ne sont probables dans cette constellation politique. L'avenir dira si les démocrates utiliseront leur regain de pouvoir pour des «checks and balances», ou s'ils seront plus coopératifs concernant l'élection présidentielle 2020. Ils pourraient attaquer Trump avec une procédure de destitution, mais ils ne disposent pas de la majorité des deux tiers nécessaire pour éliminer le président. La croissance économique aux USA devrait ralentir, la seconde mandature, comme les mesures de stimulation vont en diminuant. Il reste à voir si Trump révisera réellement sa position agressive envers la Chine, comme suggéré

récemment lors des élections. Ce serait un bon remède pour différer l'écart de croissance prévisible et de continuer à se vanter de la plus longue reprise économique de tous les temps.

En revanche, l'activité économique de ce côté-ci de l'Atlantique a déjà sensiblement fléchi cette année dans de nombreux secteurs. Le repli de la croissance est très frappant en Allemagne où les chiffres du produit intérieur brut pour le troisième trimestre devraient montrer une croissance nulle. Le ralentissement de l'industrie automobile notamment en est une des causes. La Suisse contraste fortement avec cette situation: depuis dix ans, son économie n'avait jamais progressé aussi fortement. Bien que les équipementiers automobiles pâtissent aussi du fléchissement en Allemagne, le secteur des exportations dépend beaucoup moins de cette branche. Mais même en Suisse, l'économie devrait avoir atteint son paroxysme. A l'instar du ralentissement mondial, les taux de croissance en Suisse devraient être plus faibles en 2019.

Graphique de la semaine
Prévisions de croissance pour 2018



Sources: Bloomberg, Investment Office Groupe Raiffeisen

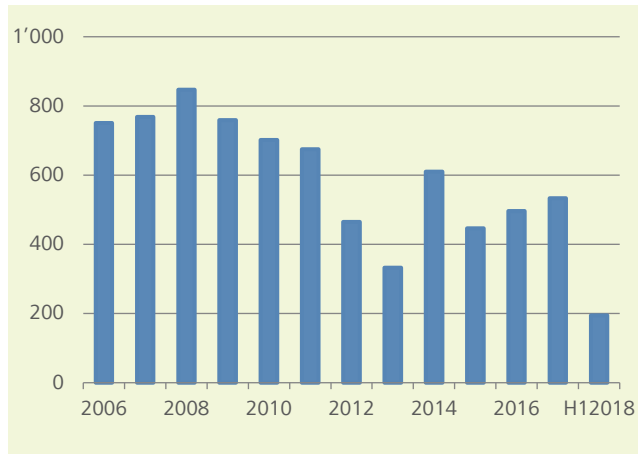
oliver.hackel@raiffeisen.ch

Gros plan: les sanctions contre l'Iran affectent les entreprises suisses

Les sanctions américaines à l'encontre de l'Iran ont une longue histoire et remontent jusqu'à 1979. A l'époque, le président Carter avait gelé des avoirs iraniens en réaction à une prise d'otages à son ambassade à Téhéran. Au tournant du siècle, la pression des sanctions sous les gouvernements Clinton et Bush s'était intensifiée – une réponse des USA au programme nucléaire de l'Iran et un soutien à la milice terroriste du Hezbollah. Sous Barack Obama, les sanctions prirent finalement une tournure mondiale depuis 2010. Dès lors, les activités des sociétés non US étaient aussi la cible, limitant considérablement la capacité de l'Iran à négocier du pétrole brut et à effectuer des transactions financières mondiales. En effet, cela a réussi à amener les dirigeants iraniens à la table des négociations. Après presque deux ans de discussions difficiles, le «deal» que le président Trump décrit comme le pire de tous les temps, a finalement été adopté à l'été 2015.

Moral optimiste des exportateurs de courte durée

Exportations suisses vers l'Iran, en mio CHF



Sources: AFD, Investment Office Groupe Raiffeisen

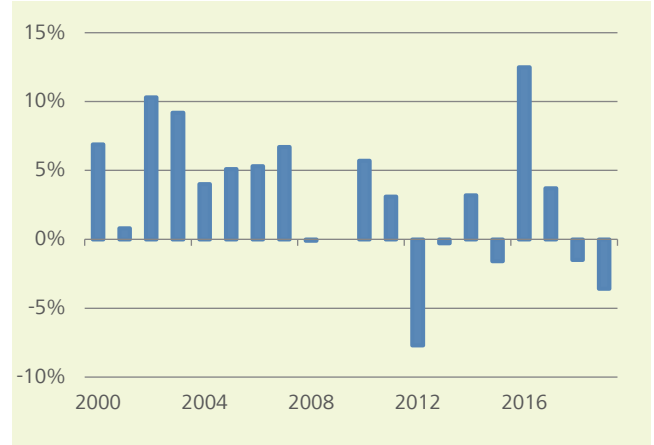
Pour Obama, l'accord nucléaire était un énorme succès en matière de politique étrangère. Dans le même temps, le président iranien Hassan Rouhani a fait entrevoir de meilleures perspectives économiques à son peuple en échange d'une surveillance stricte et d'une limitation du programme nucléaire. L'Iran, avec ses 81 millions d'habitants, constitue un marché intéressant pour les entreprises étrangères. En conséquence, les échanges commerciaux entre le monde occidental et l'Etat islamique étaient fort optimistes début 2016. Des entreprises suisses telles que Straumann, la société de technologie médicale basée à Bâle, et Autoneum, le constructeur automobile à Winterthur, ont aussi réalisé un potentiel de croissance en Iran et se sont développées

vers le Moyen-Orient. Au premier semestre 2017 déjà, les exportations suisses vers l'Iran ont augmenté de plus de 20%. A l'époque, les grandes Banques UBS et Credit Suisse s'étaient déjà tenues à l'écart: sage décision, a posteriori.

En fait, le «deal» nucléaire avait toujours été sous pression, surtout aux USA. La sortie de cet accord, orchestrée par son plus grand opposant – Donald Trump – n'était donc guère surprenante. Le 5 novembre, la deuxième vague de sanctions américaines fut activée, visant principalement le commerce de pétrole iranien et les opérations internationales de la banque centrale iranienne. A elle seule, la menace de l'embargo sur le pétrole a déjà suffi à faire nettement s'effondrer les exportations de pétrole de l'Iran depuis cet été. Env. 40% du budget de l'Etat de Téhéran dépend des exportations de pétrole et de gaz. En conséquence, la Banque mondiale voit les perspectives de croissance pour 2018 et 2019 assombries (à -1,5% et -3,6% respectivement). Une fois encore, les sanctions vont frapper des entreprises de pays tiers. Formellement, l'UE tente de soutenir davantage le commerce iranien. Dans la pratique, toutefois, les entreprises hochent la tête et se retirent parce qu'elles ne veulent pas risquer de mettre en péril leurs activités avec les USA, qui sont plus importantes. L'industrie suisse a, elle aussi, largement achevé les livraisons et les paiements, et elle s'est retenue par crainte des sanctions américaines. Autoneum a, quant à elle, même complètement inversé son expansion en Iran. Les exceptions, cependant, confirment la règle: Nestlé maintient des sites de production en Iran depuis des années et prévoit de les conserver.

Les sanctions US mettent l'économie iranienne à genoux

Croissance du PIB en Iran, taux annuel



Sources: FMI, Investment Office Groupe Raiffeisen

oliver.hackel@raiffeisen.ch

| Actions | | | | Monnaies/Matières premières | | | | Intérêts | | | |
|---------------|---------|------------|--------|-----------------------------|---------|------------|--------|----------|-------|------|---------|
| | actuel. | %, 5 jours | %, YTD | | actuel. | %, 5 jours | %, YTD | | 3M | 10YR | bp, YTD |
| SMI | 9042 | 0.6 | -3.6 | EURCHF | 1.142 | 0.0 | -2.4 | CHF | -0.75 | 0.01 | 16 |
| S&P 500 | 2807 | 2.4 | 5.0 | USDCHF | 1.008 | 0.4 | 3.4 | USD | 2.60 | 3.20 | 80 |
| Euro Stoxx 50 | 3212 | -0.1 | -8.3 | EURUSD | 1.133 | -0.5 | -5.6 | EUR (DE) | -0.32 | 0.43 | 0 |
| DAX | 11430 | -0.8 | -11.5 | Or | 1221 | -1.0 | -6.3 | GBP | 0.85 | 1.53 | 34 |
| CAC | 5089 | -0.2 | -4.2 | Pétrole brut ¹⁾ | 70.5 | -3.2 | 5.4 | JPY | -0.10 | 0.12 | 8 |

Source: Bloomberg ¹⁾ Brent
09.11.2018 10:16

Editeur

Investment Office du Groupe Raiffeisen
Raiffeisenplatz
9001 St. Gallen
investmentoffice@raiffeisen.ch

Internet

<http://www.raiffeisen.ch/web/placer>

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale
<http://www.raiffeisen.ch/web/ma+banque>

Autres publications

Vous trouvez cette publication ainsi que d'autres publications Raiffeisen sous le lien ci-dessous
<https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/qui-sommes-nous/publications/marches-et-opinions/publications-research.html>

Mentions légales:**Ce document n'est pas une offre.**

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information exclusivement. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a ou 1156 CO. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute décision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres».

La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution présente ou future de la valeur. Les éventuels commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des conséquences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le résultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent donc pas à la présente publication.